

Demande de révision de sa cotation Banque de France après la procédure

Modèle fourni par SauverMonEntreprise.fr : remplacez les champs [ENTRE CROCHETS] par vos informations.

[RAISON SOCIALE]

[Forme juridique]

[Siège social]

[SIREN]

Représentée par [NOM, PRÉNOM], [qualité]

Monsieur le Directeur

Banque de France

Succursale de [VILLE, DÉPARTEMENT]

[Adresse]

Objet : demande de communication et d'actualisation de la cotation de l'entreprise [SIREN].

Monsieur le Directeur,

En ma qualité de représentant légal de la société [RAISON SOCIALE], je sollicite un entretien avec vos services afin de connaître la cotation actuellement attribuée à l'entreprise et les éléments sur lesquels elle repose.

La société a traversé une période difficile qui a donné lieu à

[l'ouverture d'une procédure de sauvegarde / l'ouverture d'un redressement judiciaire / une procédure aujourd'hui close]. Cette période est désormais derrière elle :

- [Le plan de sauvegarde / Le plan de redressement] a été arrêté par jugement du Tribunal [de commerce / judiciaire] de [VILLE] en date du [DATE], et ses échéances sont respectées depuis [NOMBRE] mois.

[ou]

- La procédure a été clôturée par jugement du [DATE].

Je souhaite porter à votre connaissance les éléments suivants, qui me paraissent de nature à justifier une actualisation de la cotation :

- les comptes de l'exercice clos le [DATE], qui font apparaître [ÉLÉMENTS FAVORABLES : retour à un résultat positif, reconstitution des capitaux propres, désendettement]

- une situation intermédiaire arrêtée au [DATE]

- [TOUT ÉLÉMENT DE REPRISE : carnet de commandes, nouveau contrat significatif, apport en capital, concours bancaire obtenu]

Vous trouverez ces documents joints à la présente. Je me tiens à votre disposition, ainsi que [l'expert-comptable de la société, cabinet [NOM]], pour les commenter lors d'un entretien à la date qui vous conviendra.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Fait à [VILLE], le [DATE]

[Signature du représentant légal]

Modèle indicatif, à adapter à votre situation : il ne remplace pas un conseil personnalisé (avocat, expert-comptable, mandataire de justice). SauverMonEntreprise.fr, Comprendre, anticiper, agir.